

**OUI à l'initiative sur la richesse !**

**NON au paquet d'économies  
no 1 !**

**NON à la loi sur les droits  
politiques !**

**Service civil : vote blanc  
de protestation !**

Ed. resp. C.A. Udry  
Imprimerie Cedips, Lausanne

# la brèche

ligue marxiste révolutionnaire  
section suisse de la IV<sup>ème</sup> Internationale

# Aux riches de payer ! Les salariés n'ont pas à épargner !

Malgré la crise, banquiers et propriétaires d'assurances encaissent chaque année des milliers de (nouveaux) bénéfiques. Le grand patronat accumule suffisamment d'argent pour acheter de nouvelles entreprises à l'étranger, alors qu'en Suisse ils licencient à tours de bras. Les grands patrons capitalistes ne sont pas seuls à faire de pareilles razzias : les médecins (par exemple) ont vu leur revenu annuel moyen passer de 175 000.- fr. en 1973 à 226 000.- fr. en 1975. En 1976, 19 milliards de francs ont été placés à l'étranger : des profits records !

Tout ce beau monde qui nage dans le fric passe avec une étonnante facilité entre les gouttes du système fiscal : **ce sont précisément "ceux qui profitent en premier chef de notre système économique qui profitent aussi de notre système fiscal"** constate le 2<sup>ème</sup> quotidien de Suisse, le Tages-Anzeiger zurichois (26. 10. 1977).

Ceux qui profitent du système capitaliste sont ceux qui sont responsables de sa crise actuelle : et ce sont toujours eux qui en font porter les conséquences aux salariés. Le blocage des salaires, le chômage, l'augmentation des cotisations de sécurité sociale, des primes d'assurance rongent le niveau de vie. Pour des centaines de milliers de retraités, la rente AVS demeure entre 525.- et 800.- fr. par mois et les réactionnaires partisans du referendum contre la 9<sup>ème</sup> révision voudraient les y maintenir.

**C'EST DANS CETTE SITUATION QUE LA BOURGEOISIE ET SON GOUVERNEMENT ONT LE CULOT D'EXIGER DE NOUVELLES CHARGES FISCALES DES SALARIÉS** (introduction de la TVA ou augmentation de l'ICHA, augmentation de l'impôt sur le tabac) **POUR EPARGNER ENCORE SUR LEUR DOS.** Au printemps, les Chambres fédérales ont décidé des coupes sombres dans les subventions à l'assurance-maladie et d'autres "mesures d'épargne" anti-sociales; elles remettent ça cet automne en voulant augmenter le prix du pain et du beurre. Les mesures décidées ce printemps ont été contestées par referendum (porté par la gauche) et sont soumises au vote le 4 décembre : **il faut les repousser sans quoi les "mesures d'économie" vont continuer à frapper les salariés.** Que ces messieurs épargnent donc sur les hauts salaires, qu'on taxe donc les revenus des capitalistes, qu'on "économise" sur les dépenses de leur armée et de leur police, sur les subventions aux riches paysans ou aux routes nationales que la population refuse !

## Contre les privilèges fiscaux et la fraude

La réalisation de "l'initiative sur la richesse" supprimerait une série de scandales particulièrement criants du système fiscal helvétique. Cette initiative exige :

- \* la suppression des impôts sur les revenus en-dessous du minimum vital,
- \* l'imposition uniforme et plus élevée des hauts revenus et des fortunes dans toute la Suisse — ce

*suite à la page 2*





# Les salariés n'ont pas à

qui rend plus difficile la fuite fiscale légale dans les cantons plus favorables,

\* l'imposition uniforme des sociétés par la Confédération — ce qui soumettrait à l'impôt les quelque 10 000 sociétés vivant de l'évasion fiscale et permettrait des taux d'imposition plus forts.

Tout en déchargeant les bas revenus, l'initiative permet des rentrées fiscales supplémentaires pour la Confédération et les cantons et du même coup une meilleure harmonisation fiscale intercantonale.

Il n'est pas vrai que l'initiative va "faire fuir" massivement les riches à l'étranger. Elle ne va même pas assez loin car elle n'empêche pas que les riches s'enrichissent encore davantage. Ce qu'il faudrait, c'est confisquer franchement la part des revenus au-dessus de 100 000.- fr., car il saute aux yeux que ces revenus ne sont pas le "produit du travail" de ceux qui les touchent, mais une part du travail volé aux salariés. Une pareille mesure ne pourrait être appliquée efficacement qu'à une condition : que la majorité des salariés contrôle elle-même la marche de l'économie et de l'Etat et s'oppose à la fraude fiscale par la nationalisation des banques et

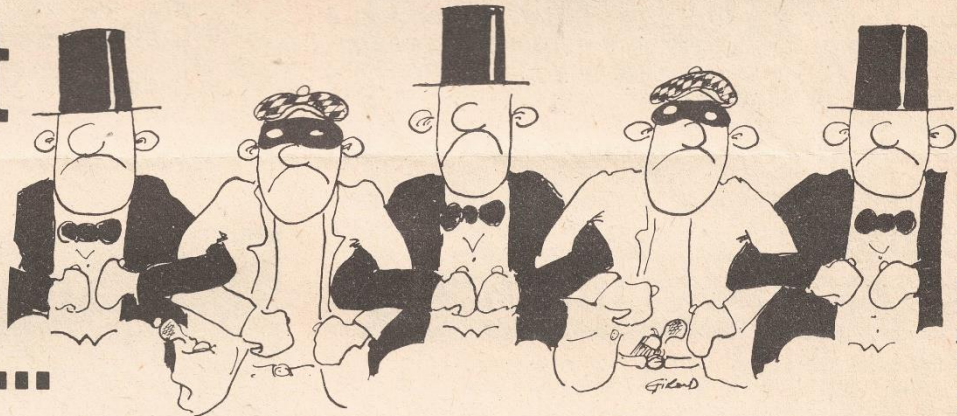
des assurances passant sous le contrôle de leurs employés.

"L'initiative sur la richesse" marque un pas dans ce sens. Elle ne garantit pas encore que tous les capitalistes seront réellement pris au collet. Toute une série d'artifices légaux et illégaux pour "éviter le fisc" devraient être supprimés par une modification du droit fiscal, du droit des actionnaires et sur les fondations, etc... — pour autant encore que de telles lois soient ensuite appliquées. **L'Etat bourgeois ne le**

veut e  
frappa  
verrou  
des fra  
prunts  
jour d'  
Hel  
Suisse  
tiative  
fiscale  
plus d  
sur la  
me "I  
"justic  
"socia  
voir),  
vers le  
les plu  
fense  
Pou  
QUE  
DES  
TVA !



## Comment ils nous fraudent...



En achetant la majorité des actions de BALLY puis en les revendant, M. le spéculateur Werner K. REY s'est mis dans la poche pas moins de 27 millions. En grande partie exonérés d'impôts !

Quant à l'acheteur définitif, le trop connu Dieter BUEHRLE, il s'est taillé un plus gros morceau encore. La valeur réelle de BALLY est en effet de 500 à 800 millions plus élevée que la somme qu'il a dû accorder à M. Rey ! BUEHRLE paie actuellement des impôts pour 270 millions de fortune et 6,2 millions de revenu net (sa soeur en fait autant). Il doit payer exactement pour 3 millions d'impôts. Avec l'initiative sur la richesse, il devrait payer pour un peu plus de 3,5 millions (ce qui ne l'empêcherait donc pas de continuer à s'enrichir). Mais M. BUEHRLE n'est pas seul : il a à ses côtés plus d'une famille de riches et super-riches, qui en général paient simplement un peu moins d'impôts !

### ... ET "MAGUILLENT" LE FISC...

A Zurich, 50 millionnaires ne paient actuellement aucun impôt sur le revenu, et près d'une centaine d'autres quelques misérables milliers de francs. Parmi eux, plusieurs possèdent des villas de luxe, des immeubles en ville, des Ferrari et des Rolls. Un cas particulier : le magnat de la presse (Weltwoche, Sport, etc.), Max FREY, qui a "quitté" Zurich où il payait ses impôts pour une vague destination, où personne ne sait s'il y paiera des impôts !

### ... ET COMBATTENT L'IMPOT SUR LA RICHESSE !

Un cas encore : Carletto MUMENTHALER, membre du clan Schmidheiny et depuis longtemps président du "Re-

dressement National", l'organisation qui est à la tête de l'opposition contre l'impôt sur la richesse. Ce monsieur siège dans 27 conseils d'administration et réalise, d'après une enquête du Tages-Anzeiger, au minimum 810 000.- fr. de revenu annuel. Sa déclaration d'impôts pour 1976 : fortune, 12,1 millions (l'impôt sur la fortune est si bas — au maximum 3 o/o — qu'il ne vaut pas la peine de trop frauder !); revenu, 0 francs - 0 centimes ! Les voici, les millions qui servent à combattre l'impôt sur la richesse !

### BOITES AUX LETTRES

Alors que de "pauvres" millionnaires zurichoïses et d'ailleurs sont exonérés d'impôts sur le revenu, il y a dans d'autres cantons exactement 5 000 individus très riches qui sont taxés d'office sur un revenu minimum. Ils épargnent ainsi des millions. Plusieurs cantons sont passés maîtres dans cet art : ils attirent les riches des autres cantons, et à leur tour, les cantons concernés s'en "défendent" en essayant de faire les yeux doux à "leurs" riches (cf. les millionnaires zurichoïses exemptés). Les grands perdants sont bien entendu l'écrasante majorité des travailleurs. Certains cantons (Zoug, Grisons, Glaris, Tessin) attirent par leurs privilèges fiscaux les sièges de sociétés qui n'ont précisément que leur siège dans le dit canton et leurs affaires dans tout le reste du pays (et même du monde). La grande partie des 15 000 sociétés holdings de Suisse ne sont ainsi que des sociétés fraudeuses, des sociétés boîtes-aux-lettres. L'initiative sur la richesse permettrait de raboter ces privilèges scandaleux.

Ce  
des ri  
compt  
comm  
nous  
tout c  
dépen  
non au  
lutte p  
les sal  
penses  
dans l  
pour r  
duites

Et s  
pitalis  
exemp  
lemen  
sié n'é  
illégal  
politie  
dans l  
les Co  
(PDC)  
tration  
leur e  
on ne  
foi",  
crates  
de la  
peut e  
nous e  
que les  
C'es  
comba  
nel de  
(et ne  
riences  
SAVR  
se. Co  
les me  
aussi s  
tions e



# is à épargner !

ble de leurs

un pas dans  
tous les capi-  
Toute une  
"éviter le  
modification  
es et sur les  
que de telles  
bourgeois ne le

veut et ne le peut pas. Mais si le mouvement ouvrier frappait avec force sur la table, il pourrait au moins verrouiller quelques-unes des plus grossières filières des fraudeurs. C'est ainsi qu'il faudrait taxer les emprunts étrangers faits en Suisse, alors qu'ils sont aujourd'hui une porte grande ouverte à l'évasion fiscale.

Helmut Hubacher, président du Parti Socialiste Suisse, a dit récemment que l'introduction de "l'initiative sur la richesse" permettrait plus de "justice fiscale" et qu'ainsi les travailleurs seraient peut-être plus disposés à accepter des impôts supplémentaires sur la consommation (une nouvelle TVA). Mais même "l'initiative sur la richesse" n'instaurerait pas la "justice fiscale", pas plus que les quelques mesures "sociales" du Conseil fédéral (qu'il a laissé entrevoir), comme par exemple une progression plus forte vers le haut et les défalcatons plus grandes allégeant les plus petits contribuables soumis à l'impôt de défense nationale.

Pour nous, l'objectif central reste et restera :  
**QUE LES RICHES PAIENT ! PAS DE HAUSSE  
DES IMPOTS DE CONSOMMATION ! PAS DE  
TVA !**

## Démasqués, les "partenaires sociaux" !

Ce sont les travailleurs qui produisent la totalité des richesses du pays. Y compris ce qui est "décompté" ensuite comme bénéfice des capitalistes et comme impôts sur ces bénéfices. C'est pourquoi nous luttons pour que les impôts frappent avant tout ces bénéfices et non les salaires et pour que les dépenses de l'Etat soient favorables aux salariés et non aux capitalistes. Cette lutte est une partie de la lutte pour notre salaire ! Mais aussi longtemps que les salariés n'ont pas le pouvoir de décider des dépenses de l'Etat, il s'agit de défendre le salaire direct, dans les entreprises et les conventions collectives, pour maintenir et accroître la part des richesses produites qui revient aux salariés.

Et sur ce plan, les filouteries perpétuelles des capitalistes en matière fiscale sont tout de même un exemple : peut-être existe-t-il quelques riches "fiscalement honnêtes", mais comme classe, la bourgeoisie n'est qu'une bande de conspirateurs légaux et illégaux en matière de fraude fiscale. Combien de politiciens bourgeois ne se sont-ils pas spécialisés dans l'évasion fiscale — comme par exemple MM. les Conseillers fédéraux Celio (radical) ou Hürlimann (PDC), membres de nombreux conseils d'administration de sociétés spécialisées dans ce genre avant leur entrée au Conseil fédéral ? Avec ces gens-là, on ne peut négocier dans le respect de la "bonne foi", comme continuent à le propager les bureaucrates syndicaux de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie (FTMH). On peut en être sûr : en matière de salaires, le patronat nous en fera voir de toutes les couleurs, encore plus que les autorités politiques en matière d'impôts.

C'est pourquoi seule une politique syndicale combative, exigeant entre autres le droit du personnel de contrôler les livres de compte des entreprises (et ne se gênant pas pour commencer de telles expériences sans attendre qu'on en soit à la situation de SAVRO), pourra permettre de sortir de cette impasse. Combattre les fraudeurs le 4 décembre, refuser les mesures d'économie sur le dos des salariés, c'est aussi se préparer à agir de même, dans les conventions et les entreprises, au-delà de la votation.

## Pouvoir cho entre service m ou service civi un droit démocr

Il y a des gens qui refusent le service pour des motifs religieux, éthiques, politiques. Ils doivent avoir le droit de le faire. La Suisse se solde comme jusqu'ici par des gens qui ne peuvent pas être traités de "criminels".

### Nous ne sommes pas le refus du service m

Si nous défendons le droit démocratique au service militaire, nous déconseillons le refus du droit.

Pour tout militant socialiste, la question est : pourquoi donc existe cette armée ? Politiciens, libéraux, chrétiens-sociaux (et le PS) répondent en chœur : l'armée suisse est la Suisse, non pour attaquer. Or, voyez ces messieurs estiment qu'il faut se défendre. On n'a tiré jusqu'ici que contre des Suisses. Le général Gothard, manifestants de la grève générale, fascistes de novembre 1932 à Genève. On suit encore aujourd'hui ce but : les troupes en alarme au Jura ! En un mot : l'armée est l'instrument de la classe dominante, l'outil de ses intérêts.

Et si MM. les patrons nous rappellent dans la défense contre le nazisme, nous leur répondons : une partie de l'Etat-Major suisse est préparée à instaurer la "Suisse nouvelle" en collaboration avec Hitler à l'écrasement du peuple suisse !

Nous pensons que le courage qu'il faut pour refuser le service militaire, il vaut mieux aller dans l'armée, rassembler toute son expérience, devenir des robots soumis à l'embrigadement et pour aider le plus grand nombre de travailleurs à organiser entre eux pour résister à la hiérarchie et empêcher que l'armée ne tire son poids pour servir à briser des grèves (comme cela a été fait en France, Italie, Grande-Bretagne), c'est une position dans l'armée, nouer des liens entre les soldats-travailleurs et les organisations de travailleurs.

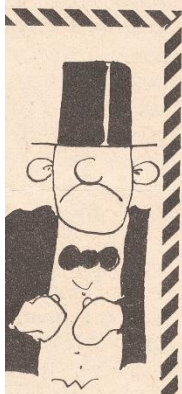
### 62 000 citoyens menés par le Conseil féd

L'initiative de Münchenstein pour le droit à l'objection déposée en 1972 munie de 62 000 signatures "en termes généraux" le droit à l'objection éthiques, politiques. Depuis, les milieux militaires et de la droite, l'initiative a été profondément transformée. Tu es de la volonté populaire ! En effet, après avoir été en bureaux, de commissions en séminaires, le texte proposé refuse le droit à l'objection politiques. Et ainsi le "service civil" sera hiérarchie, uniforme et écoles de cadres.

Une grande partie des objecteurs, c'est le "certificat" décerné par un homme de loi, donc à faire de la prison. Le projet de loi des objecteurs, respectant les motifs éthiques et politiques, condamnant les motifs politiques !

### Notre posit

Le droit à l'objection proposé en 1972 est donc seulement un droit à l'objection éthique. Nous pas de raison de refuser ce droit à l'objection, même si nous n'avons guère de raisons de le faire. Mais nous ne pouvons dire oui à un droit qui donne un droit aux objecteurs les motifs éthiques pour frapper plus durement les objecteurs. L'appel à VOTER BLANC n'est donc pas une position; il exprime notre protestation contre la votation dont le droit à l'objection a été vict



à la tête de  
Ce monsieur  
alaise, d'après  
810 000.- fr.  
pour 1976 :  
est si bas —  
eine de trop  
es voici, les  
richesse !

chois et d'ail-  
/a dans d'au-  
ès riches qui  
Ils épargnent  
assés maîtres  
cantons, et à  
dent" en es-  
ches (cf. les  
perdants sont  
eurs. Certains  
ent par leurs  
'ont précisé-  
affaires dans  
grande partie  
ainsi que des  
tres. L'initia-  
es privilèges



# n'ont pas à épargner !

des assurances passant sous le contrôle de leurs employés.

"L'initiative sur la richesse" marque un pas dans ce sens. Elle ne garantit pas encore que tous les capitalistes seront réellement pris au collet. Toute une série d'artifices légaux et illégaux pour "éviter le fisc" devraient être supprimés par une modification du droit fiscal, du droit des actionnaires et sur les fondations, etc... — pour autant encore que de telles lois soient ensuite appliquées. **L'Etat bourgeois ne le**

**veut et ne le peut pas.** Mais si le mouvement ouvrier frappait avec force sur la table, il pourrait au moins verrouiller quelques-unes des plus grossières filières des fraudeurs. C'est ainsi qu'il faudrait taxer les emprunts étrangers faits en Suisse, alors qu'ils sont aujourd'hui une porte grande ouverte à l'évasion fiscale.

Helmut Hubacher, président du Parti Socialiste Suisse, a dit récemment que l'introduction de "l'initiative sur la richesse" permettrait plus de "justice fiscale" et qu'ainsi les travailleurs seraient peut-être plus disposés à accepter des impôts supplémentaires sur la consommation (une nouvelle TVA). Mais même "l'initiative sur la richesse" n'instaurerait pas la "justice fiscale", pas plus que les quelques mesures "sociales" du Conseil fédéral (qu'il a laissé entrevoir), comme par exemple une progression plus forte vers le haut et les défalcatons plus grandes allégeant les plus petits contribuables soumis à l'impôt de défense nationale.

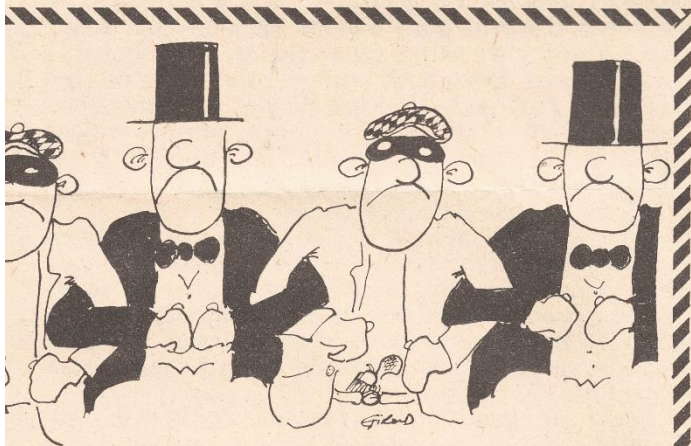
Pour nous, l'objectif central reste et restera : **QUE LES RICHES PAIENT ! PAS DE HAUSSE DES IMPOTS DE CONSOMMATION ! PAS DE TVA !**

## Démasqués, les "partenaires sociaux" !

Ce sont les travailleurs qui produisent la totalité des richesses du pays. Y compris ce qui est "décompté" ensuite comme bénéfice des capitalistes et comme impôts sur ces bénéficiaires. C'est pourquoi nous luttons pour que les impôts frappent avant tout ces bénéficiaires et non les salaires et pour que les dépenses de l'Etat soient favorables aux salariés et non aux capitalistes. Cette lutte est une partie de la lutte pour notre salaire ! Mais aussi longtemps que les salariés n'ont pas le pouvoir de décider des dépenses de l'Etat, il s'agit de défendre le salaire direct, dans les entreprises et les conventions collectives, pour maintenir et accroître la part des richesses produites qui revient aux salariés.

Et sur ce plan, les filouteries perpétuelles des capitalistes en matière fiscale sont tout de même un exemple : peut-être existe-t-il quelques riches "fiscalement honnêtes", mais comme classe, la bourgeoisie n'est qu'une bande de conspirateurs légaux et illégaux en matière de fraude fiscale. Combien de politiciens bourgeois ne se sont-ils pas spécialisés dans l'évasion fiscale — comme par exemple MM. les Conseillers fédéraux Celio (radical) ou Hürlimann (PDC), membres de nombreux conseils d'administration de sociétés spécialisées dans ce genre avant leur entrée au Conseil fédéral ? Avec ces gens-là, on ne peut négocier dans le respect de la "bonne foi", comme continuent à le propager les bureaucrates syndicaux de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie (FTMH). On peut en être sûr : en matière de salaires, le patronat nous en fera voir de toutes les couleurs, encore plus que les autorités politiques en matière d'impôts.

C'est pourquoi seule une politique syndicale combative, exigeant entre autres le droit du personnel de contrôler les livres de compte des entreprises (et ne se gênant pas pour commencer de telles expériences sans attendre qu'on en soit à la situation de SAVRO), pourra permettre de sortir de cette impasse. Combattre les fraudeurs le 4 décembre, refuser les mesures d'économie sur le dos des salariés, c'est aussi se préparer à agir de même, dans les conventions et les entreprises, au-delà de la votation.



dressement National", l'organisation qui est à la tête de l'opposition contre l'impôt sur la richesse. Ce monsieur siège dans 27 conseils d'administration et réalise, d'après une enquête du Tages-Anzeiger, au minimum 810 000.- fr. de revenu annuel. Sa déclaration d'impôts pour 1976 : fortune, 12,1 millions (l'impôt sur la fortune est si bas — au maximum 3 o/o — qu'il ne vaut pas la peine de trop frauder !); revenu, 0 francs - 0 centimes ! Les voici, les millions qui servent à combattre l'impôt sur la richesse !

### BOITES AUX LETTRES

Alors que de "pauvres" millionnaires zurichoises et d'ailleurs sont exonérés d'impôts sur le revenu, il y a dans d'autres cantons exactement 5 000 individus très riches qui sont taxés d'office sur un revenu minimum. Ils épargnent ainsi des millions. Plusieurs cantons sont passés maîtres dans cet art : ils attirent les riches des autres cantons, et à leur tour, les cantons concernés s'en "défendent" en essayant de faire les yeux doux à "leurs" riches (cf. les millionnaires zurichoises exemptés). Les grands perdants sont bien entendu l'écrasante majorité des travailleurs. Certains cantons (Zoug, Grisons, Glaris, Tessin) attirent par leurs privilèges fiscaux les sièges de sociétés qui n'ont précisément que leur siège dans le dit canton et leurs affaires dans tout le reste du pays (et même du monde). La grande partie des 15 000 sociétés holdings de Suisse ne sont ainsi que des sociétés fraudeuses, des sociétés boîtes-aux-lettres. L'initiative sur la richesse permettrait de raboter ces privilèges scandaleux.



# UN NOUVEAU COUP CONTRE LES DROITS DEMOCRATIQUES

## Que veut la nouvelle loi ?

Depuis le 25 septembre, il faudra 100 000 signatures pour valider une initiative populaire. La loi fédérale sur les "droits politiques" soumise au vote le 4 décembre veut encore limiter davantage ce droit en fixant un délai de 18 mois pour récolter ces signatures (jusqu'ici sans limite). Et il y a plus : on maintient le système scandaleux des votes simultanés sur initiative et contre-projet qui permettent régulièrement de diviser les "oui" en deux camps opposés (cf. l'assurance-maladie en 1974); la Chancellerie fédérale pourra changer à sa guise le titre des initiatives; les explications du Conseil fédéral sur le contenu des initiatives seront distribuées à tous les ménages aux frais des contribuables.

Cette nouvelle loi aura donc des incidences pas du tout inoffensives. Déjà, en faisant voter dans une première "tranche" l'augmentation du nombre de signatures, on a pu camoufler cette limitation des droits populaires sous un débat apparemment "technique".

## Le droit d'initiative est torpillé !

En effet, les Chambres ont déclaré "non valide" l'initiative du PdT sur "la vie chère et l'inflation" ! La bourgeoisie veut ainsi étouffer une initiative du mouvement ouvrier "parce qu'elle veut introduire un nouveau système économique, combiné avec un nouvel ordre social" (dixit un conseiller national PDC). M. Friedrich (colonel et radical, ZH) dit aussi clairement ce qu'il pense lorsqu'il déclare au Conseil national : "Il ne s'agit pas tant d'un ensemble relativement homogène que d'une réorientation radicale de notre ordre économique" — et cela lui suffit pour se moquer des 90 000 signataires de l'initiative !

De tels arguments permettront de refuser toute alternative du mouvement ouvrier à la politique bourgeoise. Même si la bourgeoisie suisse n'a pas encore à craindre qu'une telle initiative (ou une autre) soit acceptée en votation, elle a la seule discussion publique sur des solutions de rechange à la politique bourgeoise. Elle les enterre pour "vice de forme" ! C'est exactement cet objectif qui est poursuivi dans toute la limitation des droits politiques.

## Au lieu d'élargir les droits démocratiques, on nous flanque une police fédérale de "sécurité" !

Tout en bavardant sur les "fondements de notre démocratie", la bourgeoisie se donne l'air de la "protéger" : grâce à la complicité de la presse aux ordres, les actions terroristes de la RAF sont utilisées pour appeler à doter l'Etat d'une "Police Fédérale de Sécurité" dont le but essentiel est d'intervenir par la force contre toute opposition de la population aux centrales nucléaires (Gösgen), contre les autonomistes jurassiens ou contre toute mobilisation active de travailleurs (grève avec piquets par exemple).

Tout un arsenal policier et juridique est ainsi mis en pla-



ce pour faire payer aux salariés les problèmes économiques de la crise et rendre impossible, voire "illégal" toute opposition : licenciements de syndicalistes actifs et "Berufsvorbote" (interdiction d'exercer la profession) se multiplient.

## La bourgeoisie essaie toujours !

L'histoire montre que la bourgeoisie a toujours limité l'exercice des droits démocratiques lorsqu'un mécontentement large commençait à s'exprimer sur le plan politique. En 1922, la "loi Häberlin" voulait punir de prison la préparation d'une grève ! Communistes et socialistes étaient unis pour la repousser, ce qui fut fait en votation populaire.

Si la LMR combat toute limitation des droits démocratiques et a participé, avec d'autres organisations, au referendum contre la "loi sur les droits politiques", c'est aussi pour montrer quelle politique réactionnaire se cache derrière les arguments "techniques" de la bourgeoisie.

Notre NON à la limitation du droit d'initiative, notre NON à la loi sur les "droits politiques", c'est aussi un NON aux interdictions d'exercer la profession, aux licenciements et à la police spéciale de Furgler !

### PFS : un référendum important !

La lutte contre la police fédérale de sécurité a commencé !

39 organisations (dont la LMR, le POCH, le PdT, le Rassemblement Jurassien, certains partis socialistes cantonaux, etc.) ont décidé de lancer le référendum contre la loi créant cette police anti-populaire. Celle-ci sera votée par les Chambres ces prochains jours. **Apprêtez-vous à signer et à faire signer autour de vous ce référendum !**

La LMR propose également d'aller manifester à Berne avant la fin de l'année contre la PFS de Furgler.

### GENEVE : NON AU PARKING DE PLAINPALAIS

Projet typique d'urbanisme capitaliste, ce parking dans un des quartiers les plus peuplés de la vieille ville renforcerait la tendance à expulser les habitants vers des quartiers périphériques, sous-équipés socialement et aux loyers plus élevés. Ce parking marquerait également la priorité accordée aux transports privés sur les transports publics particulièrement défectueux à Genève. C'est pourquoi nous appelons à déposer un **NON MASSIF AU PARKING DE PLAINPALAIS ! (LMR-Genève).**